

COUR SUPÉRIEURE
(Action collective)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

No. : **500-06-001195-227**

DATE: 3 novembre 2023

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE PIERRE NOLLET, J.C.S.

EVA BITTON

Demanderesse

c.

HOME DEPOT OF CANADA INC. ET AL.

Défenderesses

**JUGEMENT APPROUVANT LES AVIS D'UNE AUDIENCE
D'APPROBATION DE LA TRANSACTION AVEC HOME DEPOT OF
CANADA INC. ET DÉSIGNANT UN ADMINISTRATEUR**

[1] **CONSIDÉRANT** la Demande de la demanderesse du 27 octobre 2023 intitulée « *Application for Approval of Notices to Class Members of a Settlement Approval Hearing (Home Depot) and to Appoint a Settlement Administrator* » (la « **Demande** »);

[2] **CONSIDÉRANT** le jugement dans le présent dossier autorisant l'action collective contre les défenderesses Amazon.com.ca, Amazon Canada Fulfillment Services inc., Amazon.com inc., Amazon.com LLC, et Wayfair LLC rendu le 10 août 2023, qui ne concernait pas Home Depot of Canada inc. (« **Home Depot** ») car cette dernière a conclu une entente de principe avec la demanderesse avant l'audience sur l'autorisation; ¹

[3] **CONSIDÉRANT** la transaction proposée entre Home Depot et la demanderesse déposée comme pièce R-1 au soutien de la Demande (la « **Transaction** »);

¹ *Bitton c. Amazon.com.ca inc.*, [2023 QCCS 3058](#).

[4] **CONSIDÉRANT** que, conformément à la Demande, la demanderesse demande au Tribunal d'approuver :

- (a) des avis informant les membres de l'action collective que la Transaction sera soumise à l'approbation de la Cour, y compris les dates limites auxquelles les membres de l'action collective peuvent s'y opposer ou s'en exclure, ainsi que le plan de notification de la Transaction; et
- (b) Paiements Velvet inc. en tant qu'Administrateur de la Transaction;

[5] **CONSIDÉRANT** les versions française et anglaise proposées des avis déposés comme pièce R-2 et du plan de notification déposé comme pièce R-3 au soutien de la Demande;

[6] **CONSIDÉRANT** les représentations des avocats de la demanderesse et des avocats de la défenderesse qui consentent à la Demande;

[7] **CONSIDÉRANT** les articles 25, 49, 579, 580, 581 et 590 du *Code de procédure civile*;

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :	FOR THESE REASONS, THE COURT:
[8] APPROUVE la forme et le contenu de l'avis d'audience et d'exclusion aux membres du groupe, dans sa version française et anglaise (pièce R-2);	APPROVES the form and content of the Notice of Hearing and Opt-Out to Class Members in its French and English version (Exhibit R-2);
[9] DÉSIGNE Paiements Velvet inc. à titre d'Administrateur de la Transaction afin de s'acquitter des tâches qui lui incombent en vertu de la Transaction;	APPOINTS Velvet Payments Inc. as the Settlement Administrator for the purposes of accomplishing the tasks that devolve to it pursuant to the Settlement;
[10] ORDONNE aux parties et à l'Administrateur de la Transaction de diffuser l'avis d'audience et d'exclusion conformément au plan de publication des avis (pièce R-3), dans les 10 jours suivant le présent jugement;	ORDERS the parties and the Settlement Administrator to disseminate the Notice of Hearing and Opt-Out pursuant to the Notice Plan (Exhibit R-3), within 10 days of this judgment;
[11] ORDONNE que dans les 5 jours ouvrables qui suivent le présent jugement, la défenderesse divulguent à l'Administrateur de la Transaction les noms complets des individus associés avec l'achat des garanties supplémentaires et le courriel utilisé pour l'achat des garanties supplémentaires, afin de :	ORDERS that within 5 business days following the present judgment, the Defendant disclose to the Settlement Administrator the full names of individuals associated to the extended warranty purchase and the email address used for the additional warranty purchase, in order to: (a) facilitate the distribution of Court-approved notices to Class Members

<p>(a) faciliter la distribution des avis approuvés par le Tribunal aux membres du groupe les informant du présent jugement ainsi que de la date et des informations relatives à l'audience d'approbation de la Transaction; et</p> <p>(b) faciliter le processus d'administration éventuelle de la Transaction découlant de tout jugement ultérieur approuvant la Transaction.</p>	<p>advising them of this judgment and the date and information relating to the Settlement approval hearing; and</p> <p>(b) facilitate the process for the eventual administration of the Settlement arising from any later judgment approving the Settlement Agreement.</p>
<p>[12] ORDONNE à l'Administrateur de la Transaction de maintenir la confidentialité des informations fournies conformément au présent jugement et qu'il ne les partage pas avec toute autre personne autre que les avocats du groupe tel que requis, sauf si cela est strictement nécessaire pour exécuter le plan de notification et/ou faciliter le processus d'administration de la Transaction, conformément à la Transaction;</p>	<p>ORDERS that the Settlement Administrator shall maintain confidentiality over and shall not share the information provided pursuant to this judgment with any other person other than Class Counsel as required, unless doing so is strictly necessary for executing the Notice Plan and/or facilitating the Settlement administration process in accordance with the Settlement Agreement;</p>
<p>[13] ORDONNE que l'Administrateur de la Transaction utilisera les informations qui leur sont fournies en vertu du présent jugement dans le seul but d'exécuter le plan de notification et de faciliter le processus d'administration de la Transaction conformément à la Transaction, et à aucune autre fin;</p>	<p>ORDERS that the Settlement Administrator shall use the information provided to them pursuant to this judgment for the sole purpose of executing the Notice Plan and facilitating the Settlement administration process in accordance with the Settlement Agreement, and for no other purpose;</p>
<p>[14] ORDONNE ET DÉCLARE que le présent jugement constitue un jugement contraignant la production des informations par la défenderesse au sens des lois applicables en matière de vie privée, et que ce jugement satisfait aux exigences de toutes les lois applicables en matière de la protection de la vie privée;</p>	<p>ORDERS AND DECLARES that this judgment constitutes a judgment compelling the production of the information by the Defendant within the meaning of applicable privacy laws, and that this judgment satisfies the requirements of all applicable privacy laws;</p>
<p>[15] DÉCLARE que les membres du groupe qui souhaitent s'objecter à</p>	<p>DECLARES that Class Members who wish to object to Court approval of the Settlement must do</p>

<p>l'approbation par le tribunal de la Transaction doivent le faire de la manière prévue dans l'avis d'audience et d'exclusion (pièce R-2), au plus tard le 5 décembre 2023;</p>	<p>so in the manner provided for in the Notice of Hearing and Opt-Out (Exhibit R-2) by December 5, 2023;</p>
<p>[16] DÉCLARE que les membres du groupe qui souhaitent s'exclure de l'action collective et de son règlement peuvent le faire en remettant un avis écrit confirmant leur intention de s'exclure de la présente action collective, de la manière prévue dans l'avis d'audience et d'exclusion (pièce R-2), au plus tard le 5 décembre 2023;</p>	<p>DECLARES that Class Members who wish to opt-out from the class action and the settlement thereof may do so by delivering a written notice confirming their intention to opt-out of this class action, in the manner provided for in the Notice of Hearing and Opt-Out (Exhibit R-2) by December 5, 2023;</p>
<p>[17] DÉCLARE que tous les membres du groupe qui n'ont pas demandé leur exclusion seront liés par tout jugement à rendre sur l'action collective de la manière prévue par la loi;</p>	<p>DECLARES that all Class Members that have not requested their exclusion be bound by any judgment to be rendered on the class action in the manner provided for by the law;</p>
<p>[18] FIXE la date d'audience pour l'approbation de la Transaction déposée comme pièce R-1 au 6 décembre 2023 à 9h30 en la salle 16.03 du palais de justice de Montréal;</p>	<p>SCHEDULES the hearing date for approval of the Settlement filed as Exhibit R-1 on December 6, 2023, at 9:30 a.m., in a room 16.03 of the Montreal courthouse;</p>
<p>[19] ORDONNE que la date et l'heure pour la tenue de l'audience d'approbation de la Transaction puissent être reportées par le Tribunal sans autre avis aux membres du groupe autre que l'avis qui sera affiché sur le site web des procureurs du groupe www.lpclex.com/fr/garantiesprolongees et le site web du règlement mis en place par l'Administrateur de la Transaction www.extendedwarantyclassaction.com;</p>	<p>ORDERS that the date and time of the settlement approval hearing may be subject to adjournment by the Court without further publication notice to the Class Members, other than such notice which will be posted on Class Counsel's website www.lpclex.com/extendedwarranties and the Settlement website setup by the Settlement Administrator www.extendedwarantyclassaction.com.</p>
<p>[20] LE TOUT, sans frais de justice.</p>	<p>THE WHOLE, without legal costs.</p>

PIERRE NOLLET J.C.S.

Me Joey Zukran
Léa Bruyère, stagiaire
LPC Avocat inc.
Avocat de la demanderesse

Me Jean Lortie
Me Catherine Martin
McCarthy Tétrault LLP
Avocats de la défenderesse Home Depot of Canada inc.

R-2

**RÈGLEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE DU QUÉBEC
CONCERNANT LES GARANTIES PROLONGÉE**

**AVIS D'AUDIENCE DÉTAILLÉ CONCERNANT L'APPROBATION DU RÈGLEMENT
ET L'EXCLUSION**

BITTON C. HOME DEPOT OF CANADA ACTION COLLECTIVE

(Dossier de la Cour n° 500-06-001195-227)

Cet avis s'adresse à tous les consommateurs au Québec qui ont acheté une garantie prolongée sur des biens à partir de l'application (des applications) mobile(s) et/ou du (des) site(s) Web de Home Depot entre le 7 février 2019 et le 30 septembre 2022

**VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT LE PRÉSENT AVIS. IL PEUT AVOIR UNE
INCIDENCE SUR VOS DROITS.**

**LA PRÉSENTE ACTION COLLECTIVE A ÉTÉ RÉGLÉE, SOUS RÉSERVE DE
L'APPROBATION DE LA COUR.**

Le 26 juillet 2022, une action collective a été intentée au Québec contre Home Depot of Canada inc. (« **Home Depot** ») et d'autres défenderesses alléguant, entre autres, que Home Depot a vendu des garanties prolongées sur des biens sans informer les consommateurs de la garantie légale du Québec (l'« **Action collective** »). La demanderesse demandait à la Cour de déterminer si ce comportement allégué enfreignait la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec.

Le groupe a été défini comme suit :

Tous les consommateurs du Québec qui, du 7 février 2019 au 30 septembre 2022, ont acheté une garantie prolongée sur des biens à partir de l'application (des applications) mobile(s) et/ou du (des) site(s) web de Home Depot.

(« Groupe » ou « Membres du groupe »)

RÈGLEMENT PROPOSÉ DE L'ACTION COLLECTIVE

Les parties à la présente Action collective ont conclu un règlement proposé (l'« **Entente de règlement** »), sous réserve de l'approbation de la Cour supérieure du Québec. L'Entente de règlement prévoit un montant de 370 437,50 \$ pour les Membres du groupe et le paiement des honoraires et débours des Avocats du groupe jusqu'à concurrence de 126 062,50 \$ en honoraires et de 3 500 \$ en débours (plus TPS et TVQ) qui seront payés en sus et séparément de la compensation des Membres du groupe.

L'Entente de règlement, si elle est approuvée par la Cour, prévoit que Home Depot offrira des Remboursements par crédit direct sous forme de cartes-cadeaux numériques, représentant 50 % du prix payé pour la garantie prolongée (aussi appelée Plan de Protection Home Depot (« **PPHD** »)), excluant les taxes, à chaque Membre du groupe. Ces cartes-cadeaux numériques seront transférables et ne périront pas. Si un Membre du groupe a acheté plusieurs garanties prolongées au cours de la Période visée par l'action collective, le montant de son Remboursement par crédit direct en tiendra compte.

En contrepartie du versement des Remboursements par crédit direct, Home Depot recevra une quittance des Membres du groupe du Règlement et une déclaration de règlement à l'amiable de l'action collective. Le règlement est un compromis des réclamations contestées et ne constitue pas une admission de responsabilité, de faute ou d'acte illicite de la part de Home Depot.

AUDIENCE D'APPROBATION DU RÈGLEMENT

Une audience devant la Cour supérieure du Québec aura lieu le **6 décembre 2023 à 9h30**, au Palais de justice de Montréal situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), dans la salle 16.03, ou par un lien TEAMS. Cette date peut être reportée par la Cour sans autre avis de publication aux Membres du groupe, sauf l'avis qui sera affiché sur le site Web des Avocats du groupe : www.lpclex.com/fr/extendedwarranties ou sur le site Web de l'Administrateur du règlement : www.extendedwarantyclassaction.com.

S'EXCLURE DE L'ACTION COLLECTIVE

Si vous ne souhaitez pas participer à la présente Action collective :

Si vous êtes un Membre du groupe et que vous souhaitez vous exclure de l'Action collective, vous n'aurez pas le droit de participer davantage à l'Action collective ni de participer au partage des fonds reçus par suite de l'Entente de règlement. Pour vous exclure, vous devez remplir et envoyer un avis d'exclusion qui doit être remis aux Avocats du groupe par courriel **au plus tard le 5 décembre 2023** à l'adresse suivante : jzukran@lpclex.com

L'avis d'exclusion doit être envoyé par le Membre du groupe ou le représentant du Membre du groupe et doit inclure les renseignements suivants :

- Un titre faisant référence à cette procédure (*Bitton c. Home Depot of Canada Inc.*, dossier n° 500-06-001195-227).
- Votre nom, votre adresse actuelle, votre numéro de téléphone et votre adresse électronique et, si vous êtes représenté par un avocat, le nom et les coordonnées de votre avocat.
- Une déclaration indiquant que vous avez acheté une garantie prolongée sur des biens à l'aide du site Web ou de l'application mobile de Home Depot entre le 7 février 2019 et le 30 septembre 2022.

- Vous devez indiquer que vous souhaitez vous exclure de l'Action collective *Bitton c. Home Depot of Canada Inc.* (numéro de dossier N° 500-06-001195-227).
- Votre signature.

LES MEMBRES DU GROUPE PEUVENT S'OPPOSER AU RÈGLEMENT OU LE COMMENTER

Les Membres du groupe qui ne s'opposent pas à l'Entente de règlement proposée n'ont pas à comparaître à quelque audience ni à prendre quelque autre mesure pour manifester leur volonté d'appuyer l'Entente de règlement proposée.

Si vous souhaitez vous **opposer** aux modalités de l'Entente de règlement proposée :

Si vous n'êtes pas d'accord avec l'Entente de règlement, vous pouvez vous opposer à l'Entente de règlement en remettant une soumission écrite aux Avocats du groupe le ou avant le **5 décembre 2023**, conformément à l'Entente de règlement proposée et contenant les informations suivantes:

- Un titre faisant référence à cette procédure (*Bitton c. Home Depot of Canada Inc.*, dossier n° 500-06-001195-227).
- Votre nom, votre adresse actuelle, votre numéro de téléphone et votre adresse électronique et, si vous êtes représenté par un avocat, le nom et les coordonnées de votre avocat.
- Une déclaration indiquant que vous avez acheté une garantie prolongée sur des biens à l'aide du site Web ou de l'application mobile de Home Depot entre le 7 février 2019 et le 30 septembre 2022.
- Une déclaration indiquant que vous avez l'intention de vous présenter à l'audience d'approbation du règlement, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un avocat.
- Une déclaration d'opposition et les motifs à l'appui de l'opposition.
- Copie de tous les documents, mémoires ou autres documents sur lesquels l'opposition est fondée.
- Votre signature.

Vous devez envoyer votre lettre aux Avocats du groupe (jzukran@lpclex.com), ou à la Cour à l'adresse suivante :

Greffier de la Cour supérieure du Québec
Dossier : 500-06-001195-227
Palais de justice de Montréal
1, rue Notre-Dame Est, bureau 1.120, Montréal (Québec), H2Y 1B6

Veillez prendre note que la Cour ne peut modifier les modalités de l'Entente de règlement. La Cour se servira de toute opposition exprimée pour examiner s'il y a lieu d'approuver ou non l'Entente de règlement.

Si l'Entente de règlement est approuvée, un autre avis sera envoyé aux Membres du groupe pour expliquer le protocole de distribution des fonds.

En tant que Membre du groupe, vous avez le droit d'intervenir dans la présente Action collective, de la manière prévue par la loi. Aucun Membre du groupe autre que le représentant des demandeurs ou un intervenant ne peut être tenu de payer les frais de justice découlant de l'Action collective.

PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir de plus amples renseignements ou des précisions au sujet de l'Entente de règlement proposée, vous pouvez communiquer avec les Avocats du groupe indiqués ci-dessous. Votre nom et tout renseignement que vous fournissez demeureront confidentiels. Veuillez ne pas communiquer avec Home Depot ni avec les juges de la Cour supérieure.

Me Joey Zukran

LPC Avocat inc.

276, rue Saint-Jacques, bureau 801
Montréal (Québec) H2Y 1N3
Courriel : jzukran@lpclex.com
Site Web : www.lpclex.com

Vous pouvez également visiter le Site Web du règlement à l'adresse www.extendedwarrantyclassaction.com ou communiquer avec l'Administrateur du règlement :

Velvet Payments Inc.
5900, avenue Andover, bureau 1
Montréal (Québec) H4T 1H5
Tél. : 1-888-770-6892
Courriel : garantieprolongee@velvetpayments.com

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE
A ÉTÉ APPROUVÉE ET ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

R-2

**RÈGLEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE DU QUÉBEC
CONCERNANT LES GARANTIES PROLONGÉES**

**AVIS D'AUDIENCE ABRÉGÉ CONCERNANT L'APPROBATION DU RÈGLEMENT
ET L'EXCLUSION**

BITTON C. HOME DEPOT OF CANADA ACTION COLLECTIVE

(Dossier de la Cour n° 500-06-001195-227)

Cet avis s'adresse à tous les consommateurs du Québec qui ont acheté une garantie prolongée sur des biens à partir de l'application (des applications) mobile(s) et/ou du (des) site(s) Web de Home Depot entre le 7 février 2019 et le 30 septembre 2022

**VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT LE PRÉSENT AVIS. IL PEUT AVOIR UNE
INCIDENCE SUR VOS DROITS.**

**LA PRÉSENTE ACTION COLLECTIVE A ÉTÉ RÉGLÉE, SOUS RÉSERVE DE
L'APPROBATION DU TRIBUNAL.**

RÉSUMÉ DE L'ACTION COLLECTIVE PROPOSÉE

Le 26 juillet 2022, une action collective a été intentée au Québec contre Home Depot of Canada inc. (« **Home Depot** ») et d'autres défenderesses alléguant, entre autres, que Home Depot a vendu des garanties prolongées sur des biens sans informer les consommateurs de la garantie légale du Québec (l'« **Action collective** »). Le groupe a été défini comme suit :

Tous les consommateurs au Québec qui, du 7 février 2019 au 30 septembre 2022, ont acheté une garantie prolongée sur des biens à partir de l'application (des applications) mobile(s) et/ou du (des) site(s) web de Home Depot.

(« Groupe » ou « Membres du groupe »)

RÈGLEMENT PROPOSÉ

Le règlement proposé, s'il est approuvé par la Cour supérieure du Québec, exige que Home Depot indemnise les Membres du groupe concernés. Le règlement ne constitue pas une admission de responsabilité, d'acte répréhensible ou de faute.

Si le règlement proposé est approuvé, Home Depot offrira des Remboursements par crédit direct sous forme de cartes-cadeaux numériques, représentant 50 % du prix payé pour la garantie prolongée (aussi appelée Plan de Protection Home Depot (« **PPHD** »)), excluant les taxes, à chaque Membre du groupe, pour un montant total ne dépassant pas 370 437,50 \$. Ces cartes-cadeaux numériques seront transférables et n'expireront pas.

En plus de ces montants, Home Depot paierait jusqu'à 126 062,50 \$ en honoraires des Avocats du groupe et 3 500 \$ en débours (plus TPS et TVQ) aux Avocats du groupe. Les honoraires et débours des Avocats du groupe seront payés en sus et séparément de la compensation des Membres du groupe.

Pour prendre connaissance de tous les détails et de toutes les conditions, veuillez consulter l'Avis détaillé, disponible ici : [\[AJOUTER LE LIEN\]](#)

AUDIENCE D'APPROBATION DU RÈGLEMENT

Une audience devant la Cour supérieure du Québec aura lieu le **6 décembre 2023 à 9h30**, au Palais de justice de Montréal situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), dans la salle **16.03**, ou par un lien TEAMS. Cette date peut être reportée par la Cour sans autre avis de publication aux Membres du groupe, sauf l'avis qui sera affiché sur le site Web des Avocats du groupe : www.lpclex.com/fr/extendedwarranties ou sur le site Web de l'Administrateur du règlement : www.extendedwarantyclassaction.com.

COMMENT S'EXCLURE ?

Si vous souhaitez rester membre du groupe, vous n'avez rien à faire et rien à payer.

Si vous souhaitez vous exclure, vous avez jusqu'au **5 décembre 2023** pour informer les Avocats du groupe par écrit au courriel jzukran@lpclex.com que vous souhaitez vous exclure. Veuillez à mentionner le numéro de dossier 500-06-001195-227 dans votre correspondance. Pour connaître les conditions à remplir pour s'exclure valablement, voir l'Avis détaillé disponible ici : [\[AJOUTER LE LIEN\]](#).

COMMENT S'OPPOSER ?

Si vous le souhaitez, vous avez le droit de commenter le règlement ou de vous y opposer d'ici le **5 décembre 2023**. Pour plus de détails et pour les exigences à respecter, veuillez voir l'Avis détaillé approuvé par la Cour, disponible ici : [\(AJOUTER LE LIEN\)](#)

Les Membres du groupe qui ne s'opposent pas à l'Entente de règlement proposée n'ont rien à payer et n'ont pas à comparaître à quelque audience ni à prendre quelque autre mesure pour manifester leur volonté d'appuyer l'Entente de règlement proposée.

Si le règlement est approuvé, un autre avis sera envoyé aux Membres du groupe pour leur expliquer le mode de distribution des Remboursements par crédit direct.

PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Pour plus de renseignements sur le règlement proposé ou pour lire l'Avis détaillé, l'Entente de règlement et/ou les autres jugements ou procédures pertinents, visitez le Site Web du règlement à l'adresse suivante www.extendedwarantyclassaction.com ou contactez l'Administrateur du règlement :

Velvet Payments Inc.
5900, avenue Andover, bureau 1
Montréal (Québec) H4T 1H5
Tél. : 1-888-770-6892
Courriel : garantieprolongee@velvetpayments.com

Les avocats représentant le Groupe (« **Avocat du groupe** ») sont le cabinet LPC Avocat inc. (a/s Me Joey Zukran), qui peuvent être contactés à l'adresse suivante jzukran@lpclex.com.

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE
A ÉTÉ APPROUVÉE ET ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

R-2

**QUEBEC EXTENDED WARRANTY CLASS ACTION SETTLEMENT
LONG-FORM NOTICE OF HEARING FOR SETTLEMENT APPROVAL AND OPT-
OUT**

BITTON V. HOME DEPOT OF CANADA CLASS ACTION

(Court File N° 500-06-001195-227)

This notice is to all consumers in Quebec who purchased an extended warranty on goods from the Home Depot mobile application(s) and/or website(s) between February 7, 2019 and September 30, 2022

PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY. IT MAY AFFECT YOUR RIGHTS.

THIS CLASS ACTION HAS BEEN SETTLED, SUBJECT TO COURT APPROVAL.

On July 26, 2022, a class action was commenced in Quebec against Home Depot of Canada Inc. (“**Home Depot**”) and other defendants alleging, among other things that Home Depot sold extended warranties on goods without informing consumers of Quebec’s legal warranty (the “**Class Action**”). The Plaintiff was asking the Court to determine whether this alleged conduct infringed the Quebec *Consumer Protection Act*.

The class is defined as follows:

All consumers in Quebec who, from February 7, 2019 to September 30, 2022, purchased an extended warranty on goods from the Home Depot mobile application(s) and/or website(s).

(“Class” or “Class Members”)

PROPOSED SETTLEMENT OF THE CLASS ACTION

The parties to this class action have reached a proposed settlement (the “**Settlement Agreement**”), subject to obtaining the approval of the Superior Court of Quebec. The Settlement Agreement provides for an amount of \$370,437.50 to Class Members, and the payment of Class Counsel fees and disbursements up to the amount of \$126,062.50 in fees and \$3,500 in disbursements (plus GST & QST) which are paid on top and separately from the compensation to Class Members.

The Settlement Agreement, if approved by the Court, provides that Home Depot will offer Direct Credit Reimbursements in the form of digital gift cards, representing 50% of the price paid for the extended warranty (also known as the Home Depot Protection Plan (“**HDPP**”)), excluding taxes, to each Class Member. These digital gift cards will be transferable and will not expire. If a Class Member purchased several extended warranties within the Class Period, the amount of their Direct Credit Reimbursement will reflect this.

In return for providing the Direct Credit Reimbursements, Home Depot will receive a release from all Settlement Class Members and a declaration of a settlement out of court of the Class Action. The settlement is a compromise of disputed claims and is not an admission of liability, wrongdoing or fault on the part of the Defendant.

SETTLEMENT APPROVAL HEARING

A hearing before the Superior Court of Québec will be held on **December 6, 2023, at 9:30 a.m.**, at the Montreal courthouse located at 1, Notre-Dame East Street, Montreal, Quebec, in room **16.03**, or via a TEAMS link. This date may be subject to adjournment by the Court without further publication notice to the Class Members, other than such notice which will be posted on Class Counsel's website www.lpclex.com/extendedwarranties or on the claim's administrator's website: : www.extendedwarantyclassaction.com.

OPTING OUT OF THE CLASS ACTION

If you do not wish to participate in this class action:

If you are a member and you wish to exclude yourself from the Class Action, you will not be entitled to participate further in the Class Action, or to share in the distribution of funds received as a result of the Settlement Agreement. To exclude yourself, you must complete and send a notice of opt out which must be sent to Class Counsel by email (jzukran@lpclex.com) by **December 5, 2023**, at the following address: jzukran@lpclex.com

The notice of opt out must be sent by the Class Member or the Class Member's designee and must include the following information:

- A heading referring to this proceeding (*Bitton v. Home Depot of Canada Inc.*, case no. 500-06-001195-227).
- Your name, current address, telephone number, and email address, and, if represented by counsel, the name and contact information of your counsel.
- A statement that you purchased an extended warranty on goods from the Home Depot website or mobile application between February 7, 2019 and September 30, 2022.
- You must state that you wish to exclude yourself from the class action *Bitton v. Home Depot of Canada Inc.* (case number N° 500-06-001195-227).
- Your signature.

CLASS MEMBERS MAY OBJECT TO OR COMMENT ON THE SETTLEMENT

Class Members who do **not** oppose the proposed Settlement Agreement **do not** need to appear at any hearing or take any other action to indicate their desire to support the proposed Settlement Agreement.

If you wish to **object** to the terms of the proposed Settlement Agreement:

If you disagree with the Settlement Agreement, you can object to the Settlement Agreement by delivering a written submission to Class Counsel or filed with the Court on or before **December 5, 2023** in accordance with the proposed Settlement Agreement and containing the following information:

- A heading referring to this proceeding (*Bitton v. Home Depot of Canada Inc.*, case no. 500-06-001195-227).
- Your name, current address, telephone number, and email address, and, if represented by counsel, the name and contact information of your counsel.
- A statement that you purchased an extended warranty on goods from the Home Depot website or mobile application between February 7, 2019 and September 30, 2022.
- A statement confirming whether you intend to appear at the settlement approval hearing, either in person or through counsel.
- A statement of the objection and the grounds supporting the objection.
- Copies of any papers, briefs, or other documents upon which the objection is based.
- Your signature.

You must send your letter to Class Counsel by email at jzukran@lpclex.com, or to the Court at the following address:

Clerk of the Superior Court of Québec
File: 500-06-001195-227
Montreal Courthouse
1, Notre-Dame East Street, Suite 1.120, Montréal (Québec), H2Y 1B6

Please note that the Court cannot change the terms of the Settlement Agreement. Any objections will be used by the Court to consider whether to approve the Settlement Agreement or not.

If the Settlement Agreement is approved, another notice to Class Members will be sent explaining the disbursement protocol.

As a Class Member, you have the right to intervene in the present Class Action, in the manner provided for by law. No Class Member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.

MORE INFORMATION

For further information or details about the proposed Settlement Agreement, you may contact class counsel identified below. Your name and any information provided will be kept confidential. Please do not contact Home Depot, or the judges of the Superior Court.

Mtre Joey Zukran

LPC Avocat Inc.

276 rue Saint-Jacques, Suite 801

Montréal, Québec, H2Y 1N3

Email: jzukran@lpclex.com

Website: www.lpclex.com

You may also visit the Settlement Website at www.extendedwarantyclassaction.com or contact the Settlement Administrator:

Velvet Payments Inc.
5900 Andover ave., Suite 1
Montreal, Quebec, H4T 1H5
Tel: 1-888-770-6892
Email: extendedwarranty@velvetpayments.com

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS
HAS BEEN APPROVED AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC.**

R-2

QUEBEC EXTENDED WARRANTY CLASS ACTION SETTLEMENT
SHORT-FORM NOTICE OF HEARING FOR SETTLEMENT APPROVAL AND OPT-OUT
BITTON V. HOME DEPOT OF CANADA CLASS ACTION

(Court File N° 500-06-001195-227)

This notice is to all consumers in Quebec who purchased an extended warranty on goods from the Home Depot mobile application(s) and/or website(s) between February 7, 2019 and September 30, 2022

PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY. IT MAY AFFECT YOUR RIGHTS.

THIS CLASS ACTION HAS BEEN SETTLED, SUBJECT TO COURT APPROVAL.

SUMMARY OF THE PROPOSED CLASS ACTION

On July 26, 2022, a class action was commenced in Quebec against Home Depot of Canada Inc. (“**Home Depot**”) and other defendants alleging, among other things that Home Depot sold extended warranties on goods without informing consumers of Quebec’s legal warranty (the “**Class Action**”). The class is defined as follows:

All consumers in Quebec who, from February 7, 2019 to September 30, 2022, purchased an extended warranty on goods from the Home Depot mobile application(s) and/or website(s).

(“Class” or “Class Members”)

PROPOSED SETTLEMENT

The proposed settlement, if approved by the Superior Court of Quebec, requires Home Depot to compensate affected Class Members. The settlement is not an admission of liability, wrongdoing or fault.

If the proposed settlement is approved, Home Depot will offer Direct Credit Reimbursements in the form of digital gift cards, representing 50% of the price paid for the extended warranty (also known as the Home Depot Protection Plan (“**HDPP**”)), excluding taxes, to each Class Member in a total amount not to exceed \$370,437.50. These digital gift cards will be transferable and will not expire.

In addition to these amounts, Home Depot would pay up to \$126,062.50 in Class Counsel fees and \$3,500 in disbursements (plus GST & QST) to Class Counsel. Class Counsel fees and disbursements are paid on top and separately from the compensation to Class Members.

For full details and conditions, please consult the Long Form Notice, available here: **[ADD LINK]**

SETTLEMENT APPROVAL HEARING

A hearing before the Superior Court of Quebec will be held on **December 6, 2023, at 9:30 a.m.**, at the Montreal courthouse located at 1, Notre-Dame East Street, Montreal, Quebec, in room **16.03**, or via a TEAMS link. This date may be subject to adjournment by the Court without further publication notice to the Class Members, other than such notice which will be posted on Class Counsel's website www.lpclex.com/extendedwarranties or on the claim's administrator's website: www.extendedwarantyclassaction.com.

HOW TO EXCLUDE YOURSELF?

If you wish to remain a class member, you have nothing to do and nothing to pay.

If you wish to opt-out, you have until **December 5, 2023**, to Class Counsel in writing at jzukran@lpclex.com that you wish to opt out. Please make sure to mention file no. 500-06-001195-227 in your correspondence. For the requirements to validly opt out, see the Long Form Notice available here: **[ADD LINK]**.

HOW TO OBJECT?

If you wish, you have the right to comment on or object to the settlement by **December 5, 2023**. For more details and requirements, please see the Court-approved Long Form Notice available here: **[ADD LINK]**.

Class Members who do not oppose the proposed Settlement Agreement have nothing to pay and do not need to appear at any hearing or take any other action to indicate their desire to support the proposed Settlement Agreement.

If the settlement is approved, another notice to Class Members will be sent explaining the method of distributing the Direct Credit Reimbursements.

MORE INFORMATION

For more information about the proposed settlement or to read the Long Form Notice, the Settlement Agreement and/or the other relevant judgments or proceedings, visit the Settlement Website at: www.extendedwarantyclassaction.com or contact the Settlement Administrator:

Velvet Payments Inc.
5900 Andover ave., Suite 1
Montreal, Quebec, H4T 1H5
Tel: 1-888-770-6892
Email: extendedwarranty@velvetpayments.com

The attorneys representing the Class ("**Class Counsel**") are the firm of LPC Avocat Inc. (c/o Mtre. Joey Zukran), which can be contacted at jzukran@lpclex.com.

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS
HAS BEEN APPROVED AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC.**